



Débat organisé par le collectif *Morbihan contre les fermes-usines*, la Confédération Paysanne et ActionAid Pays de Vannes

Le 10 juin 2021 à Langonnet (56)

Participant.es

- **Candidat.es :**

Gaël Briand (EELV), pour la liste *Bretagne d'avenir* menée par Claire Desmarre-Poirrier

Marie Madeleine Doré-Lucas (LFI), Candidate pour la liste *Bretagne Insoumise*, aux côtés de Pierre-Yves Cadalen

Benjamin Flohic (écologiste), Candidat de la liste *Bretagne Ma vie* menée par Daniel Cueff.

Michaël Quernez (PS), candidat pour la liste *La Bretagne avec Loïg*, conduite par l'actuel président de la région Loïg Chesnais-Girard.

- **Public**

Eu égard aux règles sanitaires en vigueur, une vingtaine de personnes ont pu être invitées.

- **Modératrice**

Elsa Gautier, journaliste

Le 10 juin 2021, le collectif "Morbihan contre les fermes usines" organisait un débat en présence de quatre candidat.es aux élections régionales. Négociations de la Politique Agricole Commune, installation agricole, ferme-usines en Bretagne, alimentation, impacts sur les pays du Sud sont des sujets qui ont été abordés.

Propos introductifs

Véronique Marchesseau (Paysanne, Confédération Paysanne) a introduit le débat par un point sur la réforme de la Politique Agricole Commune en cours. La PAC est un levier majeur pour orienter le modèle agricole. Récemment, le gouvernement a rendu ses arbitrages pour le PSN (Plan Stratégique National), déclinaison nationale de la Politique Agricole Commune. Les premières annonces montrent une [stabilité](#). Des leviers existent pourtant pour améliorer la situation, comme la redistribution des aides aux petites fermes, le plafonnement et la dégressivité des aides, la régulation du marché, le paiement redistributif.

Dans ce contexte, les Régions conservent quelques marges de manœuvre, notamment sur l'installation avec la Dotation Jeune Agriculteur ou les aides aux investissements. Alors que l'érosion de la population agricole se poursuit (la moitié des paysan.nes vont céder leur ferme dans les 10 ans à venir), les Régions peuvent agir.

Priorité des candidat.es pour l'agriculture



Michaël Quernez (PS) a posé le renouvellement générationnel comme la priorité avec pour objectif d'installer 1000 agriculteur.rices chaque année en Bretagne. Benjamin Flohic (liste "Bretagne ma Vie") a quant à lui souligné l'importance de valoriser la rémunération des paysan.nes, Gaël Briand (EELV) se donne une double priorité : installer des paysan.nes et soutenir un autre modèle que le modèle dominant. Pour finir, Marie-Madeleine Doré-Lucas propose comme mesure phare l'annulation de la dette paysanne et l'accompagnement des paysan.nes vers la transition agroécologique.

Les ferme-usines en Bretagne

Un membre du Collectif Morbihan contre les fermes-usines a introduit le propos en présentant la situation des ferme-usines en Bretagne et soulignant le soutien financier du Conseil régional à des poulaillers industriels. A titre d'exemple, dans le secteur de Plaudren, les émissions d'ammoniac battent des records, avec la présence de 3200000 volailles et plus de 90 000 porcs.

Les candidat.es se sont ensuite relayé.es pour répondre **à la question, "Comment comptez-vous impulser la transition agro-écologique ?"**

M. Quernez (PS) a annoncé vouloir conditionner l'accessibilité des aides à l'agroécologie. La liste PS se fait la promesse de ne pas financer les fermes-usines et de défendre les fermes familiales de 70 - 80 hectares. B. Flohic (Bretagne ma vie) souligne pour sa part l'importance de conditionner les aides à la juste rémunération des agriculteur.rices, à l'absence d'artificialisation nette des sols, au zéro pesticides, aux conditions énergétiques de fonctionnement. De son côté, G. Briand (EELV) insiste "il faut être radical ; tous les moyens de la région doivent aller sur le modèle qui nous correspond. Il faut bâtir un système agroalimentaire « par et pour les paysans » ». M.-M. Doré-Lucas (LFI) a posé ses conditions : "nous favoriserons les exploitations familiales dédiées à la polyculture. Le plan compétitivité doit être réorienté vers les mesures d'annulation de la dette paysanne, vers de véritables contrats de transition, et des critères d'emplois à l'hectare doivent être fixés."

L'installation agricole

Après un rapide rappel des chiffres de l'installation agricole par le porte-parole de la Confédération Paysanne 56, les candidat.es ont présenté leurs propositions pour soutenir l'installation agricole.

Les candidat.es se sont accordé.es sur la révision de la limitation de la DJA à 40 ans afin de l'ouvrir aux plus de 40 ans. L'importance de la formation et du foncier, notamment investir le travail avec la SAFER a également été souligné.

L'alimentation (Vous engagez vous à bannir les poulets issus de fermes usines de la restauration des lycées ?)

Les listes EELV et "Bretagne Ma Vie" se sont engagées à bannir les poulets issus de ferme-usines de la restauration collective des lycées. Toutes les listes se sont prononcées en faveur d'une restauration collective locale et pour certaines en agriculture biologique (LFI, Bretagne Ma vie, EELV). M.M Doré-Lucas et G. Briand ont également insisté sur la structuration de réseaux d'approvisionnement et de transformation locaux, la formation des professionnels à de nouvelles pratiques, l'éducation au goût.



Impacts de l'agriculture bretonne dans les pays du sud

M.-M. Doré-Lucas et B. Flohic ont marqué leur opposition aux traités internationaux qui mettent en cause la souveraineté alimentaire. G. Biriand propose d'aider la paysannerie en Bretagne à être plus autonome pour éviter la dépendance aux importations. M. Quernez estime pour sa part que "comme la culture, l'alimentation doit sortir des accords de libre-échange".